

CURRICULUM VITAE

Rémi RADIGUET



remi.radiguet@gmail.com

TITRES UNIVERSITAIRES

- 2017** **Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public**
- 2016** **Doctorat en droit public**, Université Toulouse 1 Capitole, Institut Maurice Hauriou
Le service public environnemental thèse soutenue publiquement le 24 novembre 2016
Direction : MM les Professeurs Grégory KALFLECHE et Éric NAIM-GESBERT
Membres du Jury : Pr. Philippe BILLET (rapporteur), Pr. Michel PRIEUR (président),
Pr. Mathieu TOUZEIL-DIVINA, Pr. Agathe VAN LANG (rapporteur)
Prix « Bazille » Droit public de l'Académie de Législation remis en séance publique
par Laurent FABIUS le 10 décembre 2017 à l'Université Toulouse 1 Capitole
- 2008-2009** **Droit international de l'environnement (niveau master)**
United Nation Institute for Training and Research (UNITAR)
10 fascicules de cours en droit international de l'environnement
Mémoire final: Émergence et évolutions du principe pollueur-payeur en droit
international (ss-dir É. NAIM-GESBERT)
- 2008** **Master II Droit des collectivités territoriales**, Université de La Réunion
Mémoire : La charte du parc national de La Réunion (ss-dir É. NAIM-GESBERT)
- 2007** **Master I droit public**, Université de La Réunion
Mémoire : Le processus d'insertion du droit de l'homme à l'environnement dans la
jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (ss-dir É. NAIM-GESBERT)

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

FONCTIONS :

Depuis septembre 2018	<u>Université de Perpignan Via Domitia :</u> <i>Maître de conférences en droit public</i>
Sept. 2017 - août 2018	<u>Université de Perpignan Via Domitia :</u> <i>Contrat LRU enseignement-recherche</i>
Sept. 2014 - 2017	<u>Université de La Réunion :</u> <i>Agent temporaire vacataire d'enseignement</i>
Sept 2012 - août 2014	<u>Université de La Réunion :</u> <i>Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à temps complet</i>
Sept 2010-août 2012	<u>Université de La Réunion</u> <i>Agent temporaire vacataire d'enseignement</i>

ACTIVITES PEDAGOGIQUES :

En méthodologie :

- Séminaire de méthodologie du commentaire d'arrêt 2017 – 3 heures en Master I droit de l'urbanisme et développement durable, Université de Perpignan via Domitia.
- Logique et méthode 2013 - 6 heures en Licence 1 Droit, Université de La Réunion.

En droit constitutionnel

- Cours magistral en institutions politiques – 22 heures L1 AES, Université de Perpignan Via Domitia.

En droit administratif

- Cours magistral en institutions administratives – 30 heures L1 Droit Université de Perpignan via Domitia.
- Cours magistral en droit des contrats administratifs 2018 – 15 heures en master II droit public des secteurs stratégiques et des affaires, Université Ain Shams, Le Caire (*en partenariat avec le Pr. C. ROUX*).
- Cours magistral en droit des services publics locaux 2013 - 10 heures en Master II Droit public, Université de La Réunion (*en partenariat avec le Pr G. CLAMOUR et la PR A. BOUVERESSE*).
- Travaux dirigés en droit administratif des biens 2012-2015 - 20 heures en Licence 3 Droit, Université de La Réunion (*sous la supervision du Pr. M. MAISONNEUVE et de J.-J. TRAMONI*).
- Travaux dirigés en droit administratif général 2011-2014 - 40 heures Licence 2 Droit, Université de La Réunion, (*sous la supervision de Mme. S. CAZET*).

En droit de l'environnement

- Cours magistral en droit de l'environnement 2019 – 15 heures en Master II droit public des secteurs stratégiques et des affaires, Université Ain Shams, Le Caire.
- Cours magistral en droit de l'environnement – 18 heures en Licence professionnelle Métiers de l'immobilier, Université de Perpignan via Domitia
- Cours magistral en droit de l'environnement 2018 – 24 heures en Master I – école d'ingénieur Sup'Enr, Université de Perpignan via Domitia.
- Travaux dirigés en droit spécial de l'environnement 2018 – 9 heures en Master I professionnel, Droit de l'urbanisme et développement durable, Université de Perpignan via Domitia
(sous la supervision de M. F. Bouin).
- Cours magistral en droit général de l'environnement 2013-2015 - 30 heures en Master I, Droit public, Université de La Réunion.
- Travaux dirigés en droit de l'environnement 2011-2015 - 15 heures en Master I, Droit Public, Université de La Réunion, (sous la supervision successive du Pr. É. Naim-Gesbert, Pr. L. Delabie et M. O. Dupéré).

En droit de l'urbanisme

- Cours magistral intercommunalité et développement urbain – 18 heures en Master 2 professionnel droit de l'urbanisme et du développement durable, Université de Perpignan via Domitia.
- Travaux dirigés en droit de l'urbanisme 2017 – 24 heures en L3 professionnelle Métiers de l'immobilier, Université de Perpignan via Domitia, (sous la supervision de M. F. Bouin).
- Cours magistral en contentieux de l'urbanisme et de l'environnement – 36 heures en Master 2 professionnel droit de l'urbanisme et du développement durable, Université de Perpignan via Domitia.
- Cours magistral en opérations d'urbanisme durable - 30 heures en Master 2 professionnel droit de l'urbanisme et du développement durable, Université de Perpignan via Domitia.

ACTIVITES DE RECHERCHE :

Direction d'ouvrages collectifs :

1 — É. NAIM-GESBERT, L. PEYEN, R. RADIGUET, *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, PUAM, Coll. « Droit Outre-mer, 2015, 194. pp.

Publications :

ARTICLES :

2 — É. NAIM-GESBERT et R. RADIGUET, « L'érosion côtière entre irréversibilité et acclimatation juridique » in M. TORRE-SCHAUB (ss-dir), *Droit et changement climatique : comment répondre à l'urgence climatique ? Regards croisés à l'interdisciplinaire*, Mare & Martin, coll. Institut juridiques et philosophiques de la Sorbonne, à paraître.

3 — « La parole citoyenne pour le climat : quand la fabrique des normes climatiques se veut citoyenne », in O. DESAULNAY (ss-dir), *La parole en droit public*, éd. L'épiloges-Lextenso, coll. L'unité du droit, à paraître.

4 — « Loi d'orientation des mobilités et protection de l'environnement : verdissement à toute vitesse par une politique des petits pas ? », *Rev. jur. env.*, 2020, n°1, p. 23.

5 — « Restriction des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse », in M. MORALES et R. RADIGUET (ss-dir), *Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme*, JCP A 2019, n°25, étude 2183.

6 — « L'affouage : un service public de partage des ressources naturelles » in M. TOUZEIL-DIVINA (ss-dir), *L'Arbre, l'Homme et le(s) droit(s)*, Revue Méditerranéenne de Droit Public (RM-DP), vol n°X, éd. L'épitoque, 2019, p. 279.

7 — « Érosion côtière et domanialité publique. Quand nature fait loi », *Rev. jur. env.*, 2019, n°1, p. 31.

8 — « Services publics et transports durables », in S. MOUTON et É. NAIM-GESBERT (ss-dir), *Transport et développement durable*, PUAM, coll. Droit[s] de l'environnement, 2019, p. 93.

9 — « Les plans de convergence », *AJDA* 2018, n° 2, p. 91 in Dossier « L'outre-mer à la recherche de l'égalité réelle ».

10 — « L'article 6 de la charte de l'environnement, une approche française du principe d'intégration ? » in O. DUPERE (ss-dir), *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : Quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, PUAM, Coll. Droit[s] de l'environnement, 2017, p. 77.

11 — « Les polices administratives spéciales de l'environnement, facteur ou frein à une protection globale de l'environnement ? » in L. PEYEN, É. NAIM-GESBERT, R. RADIGUET (ss-dir), *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer*, PUAM, Coll. « Droit d'Outre-mer », 2015, p. 13.

12 — « Réflexions sur la notion de service public environnemental » in É. NAIM-GESBERT, M. MAISONNEUVE, T. AOUSTIN (ss-dir), *La protection de la biodiversité Outre-mer. Approches pluridisciplinaires*, PUAM, coll. Droit d'Outre-mer, 2013, p. 229.

COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE :

13 — « Vers un droit des études sans impact ? », *AJDA* 2019, p. 1531

14 — « La protection de l'environnement, facteur de renouvellement du contrôle de l'utilité publique », *Rev. jur. env.* 2018, n°4, p. 801.

15 — « Ô temps ! suspends ton vol, et vous, Conseil d'Etat, influencez son cours ! ». A propos de l'application dans le temps de l'autorisation unique ». *AJDA* 2018, p. 2249.

16 — « Mauvais signal pour les propriétaires de biens en bord de mer », *AJDA* 2018, p. 1109.

17 — « L'accueil difficile du droit de l'homme à l'environnement sur le terrain du référé-liberté » note sous Tribunal administratif de Nice, juge des référés, ordonnance du 7 juillet 2017, *Commune de Gillette*, req. n°1702655, *Rev. jur. env.* 2018, n° 2, p. 423.

18 — « Pour une interprétation stricte des critères de dérogation au statut d'espèce protégée », note sous CAA Lyon, 16 décembre 2016, *Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature et a*, req. n°15LY03097 et 15LY03110, *Rev. jur. env.*, 2017, n°3, p. 581.

19 — « Le référé-suspension, terre d'élection pour un contrôle juridictionnel de l'intérêt écologique », note sous TA Dijon, ord, 19 juin 2012, *M. Antonio Meijas de Haro*, req. n°1201087 ; TA, ord 2 octobre 2012, *M. Antonio Meijas de Haro*, req. n°1201906 ; TA Dijon, ord, 27 février 2013, *M. Antonio Meijas de Haro*, req. n°1300303, *Rev. jur. env.* 2013, n°3 p.1481.

20 — « Les makis font de la résistance », *AJDA* 2013, p. 1402.

21 — Parcs Nationaux. « Les conséquences de la réforme de 2006 », note sous CE., 23 mars 2012, *Commune Hures-la-Parade*, req. n°337144 ; CE, 23 mars 2012, *Commune Lourdiós-Ichère et Commune de Laruns*, req. n°328866, *Dr. Adm* 2012, n°6, p. 19.

22 — « Quand les chasseurs sont susceptibles de générer un trouble anormal de voisinage auprès d'espèces animales rares domiciliées au lieu-dit des 'Aiguilles-Rouges' », note sous CE, 30 septembre 2011, *Fédération départementale des chasseurs de la Haute-Savoie*, req. n°338048, *Rev. jur. env.* 2012, n°2, p. 326.

CHRONIQUES :

23 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI) 2014, NS*, pp. 93 – 169.

- TA de Saint-Denis de La Réunion, 18 avril 2013, *AVPUR c/ TCO*, n°1100675, p. 117- 122.

24 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI) 2013, n°17*, pp. 235 – 280.

- TA de Saint-Denis de la Réunion, 13 décembre 2012, *Mme M c/ CINOR*, n°1000818, p. 254 - 265.

25 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI) 2012, n°15*, pp 191- 217.

- TA de Saint-Denis de La Réunion, 17 février 2009, *Commune de Saint Denis c/ Préfet de La Réunion*, req. n°0800444 ; CAA Bordeaux, 12 mai 2010, *SODLAC c/ Préfet de La Réunion*, n°09BX01764 ; TA de Saint-Denis de La Réunion, 8 décembre 2011, *M. G c/ Préfet de la Réunion*, n° 1000084, RJOI 2012, n°15, pp. 211- 217.

26 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI) 2011, n°13*, pp. 187-220.

- CE, 30 mars 2011, *Commune de Cilaos*, n°315853, pp. 209 - 211.
- CE, juge des référés, 23 mai 2011, *M.A*, n°349215, pp. 211- 214.
- CAA Bordeaux, *Compagnie Prudence Créole c/ Commune de Saint Paul*, n°09BX02187, pp. 215 - 220.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES :

27 — N. CLINCHAMPS, C. COUNIL, C. FABREGOULE, G. GANAPATHY-DORE (ss-dir), *Sécurité et environnement*, Bruylant, coll. « droit(s) et développement durable », 2016, 431 pages, *Rev. Jur. env.* 2017, n°1, pp.191-192.

28 — R. RADIGUET, *Le service public environnemental*, sous la direction de Grégory KALFLECHE et Éric NAIM-GESBERT, Université Toulouse 1 Capitole, 2016, 638 pages, *Rev. Jur. env.* 2017, n°1, pp. 188-189.

TRIBUNES :

29 — « *Aléa climat est* », *AJDA* 2019, p. 2145.

Colloques, séminaires et projets de recherche :

Organisation :

1 — « *La protection des sites et monuments naturels, retour sur la loi du 30 mai 1930* », 6 mars 2020, Pr. J.-M. FEVRIER, Pr. E. NAIM-GESBERT, R. RADIGUET (ss-dir) Université de Perpignan Via Domitia (UPVD), en partenariat avec l'Institut Maurice Hauriou (IMH) de l'Université de Toulouse 1 capitole, le Parc naturel régional du Haut-Languedoc, le Parc naturel régional des Pyrénées Catalanes, le Parc naturel régional de

Pyrénées Ariégeoise, le Parc naturel régional des Grands-Causse. Intervention : « Sites et monuments naturels et autres mécanismes de protection ».

2 — « *La protection de l'environnement dans la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) : regards croisés droit public/droit privé* », Conférence de rentrée des Master : 25 septembre 2019, R. RADIGUET (ss-dir). Intervention : « Les chemins de la mobilité : de la planification aux infrastructures de transport ».

3 — « *Le futur et droit* », Journée d'étude « des doctorants du CDED » de l'Université de Perpignan Via Domitia ; 12 avril 2019, R. RADIGUET (ss-dir).

4 — « *Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme* », journée d'étude du 14 mars 2019, M. MORALES et R. RADIGUET (ss-dir), Université de Perpignan Via Domitia, en partenariat avec le CREAM de l'Université de Montpellier et l'IMH de l'Université de Toulouse 1 Capitole. Intervention sur « Restriction des droits d'accès au juge par l'instauration d'obligations procédurales pour l'introduction du recours : une atteinte réelle au droit au recours ? ».

5 — « *Droit et dessins animés* », journée doctorale, 13 mai 2015, Université de La Réunion, A. EGIZIANO, R. RADIGUET (ss-dir). Intervention sur « Rio et la protection de l'environnement ».

6 — Séminaires d'actualité des doctorants droit public/droit privé de l'Université de La Réunion (4 séminaires par an) et participant régulier (2014-2015), A. EGIZIANO, R. RADIGUET (ss-dir)

7 — « *Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires* », Université de la Réunion, 12 décembre 2013, Université de La Réunion, L. PEYEN R. RADIGUET (ss-dir). Intervention sur « Polices administratives spéciales et protection de l'environnement ».

8 — « *Intercommunalité et propriété publique* », 5^e petit déjeuner du Master II de Droit Public de l'Université de La Réunion, 30 mars 2012, Université de La Réunion, R. RADIGUET (ss-dir). Intervention sur « La domanialité publique intercommunale ».

Participation :

9 — « Le citoyen-usager », in 6th international conférence on internet science, table ronde, « *Le citoyen numérique* », S. CHATRY (ss-dir) Université Perpignan via Domitia, 5 décembre 2019.

10 — « La convention citoyenne pour le climat » in 4^e matinée d'actualisation en droit de l'urbanisme et de l'immobilier, S. CHATRY (ss-dir), Université de Perpignan via Domitia, 21 novembre 2019.

11 — « Irréversibilité et dérèglement climatique : l'exemple de l'érosion côtière », in *Changement climatique et dialogue interdisciplinaire*, S LAVOREL, B. LORMETEAU, M. MOLINER-DUBOST, M. TORRE-SCHAUB (ss-dir) ? colloque de lancement du GDR 2032 Climalex, 9 novembre 2018, Paris I.

12 — « Services publics et transport durable », in *Transports et développement durable*, S MOUTON, E. NAIM-GESBERT (ss-dir), journée d'étude du vendredi 16 mars 2018, Université de Toulouse 1 capitole.

13 — « Érosion côtière et domanialité » in *Érosion côtière. Aspects juridiques*, J.-M. FEVRIER (ss-dir), Journée d'étude du vendredi 9 mars 2018, Université de Perpignan via Domitia.

14 — « La régularisation des autorisations d'urbanisme », in 3^e matinée d'actualisation en droit de l'urbanisme et en droit de l'immobilier, S. CHATRY (ss-dir), 9 novembre 2017, Université de Perpignan Via Domitia.

15 — « Le plan de convergence, instrument efficace de mise en œuvre de l'égalité réelle », in *La loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle en outre-mer : entre ambition et réalisation(s)*, M. CARNIAMA, J. DUPONT-LASSALLE, M. MAISONNEUVE (ss-dir), journée d'étude du 29 août 2017, Université de La Réunion.

16 — Conférence : Quel avenir pour nos déchets ? Université de La Réunion, théâtre Canter, 29 novembre 2016.

17 — Participation à une recherche collective sur la clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement sous la direction du professeur M. PRIEUR (2012-2014).

Atelier « expertise scientifique des collectivités territoriales »

contribution à l'atelier : « La clarification des compétences en matière d'environnement dans les Dom Rom »

18 — « Réflexions sur la notion de service public environnemental », in « *les sciences de l'homme et de la société et la protection de la biodiversité Outre-mer* », T. Aoustin, M. Maisonneuve, E. Naim-Gesbert (ss-dir), Journée doctorale pluridisciplinaire du 15 novembre 2011, Université de La Réunion.

Autres :

1 — Membre du comité de suivi de thèse de trois doctorants.

2 — Membre du conseil de laboratoire du Centre de Droit économique et du développement (CDED)

3 — Membre associé du Centre de recherche juridique (CRJ) de l'Université de La Réunion et de l'Institut Maurice Hauriou (IMH) de l'Université Toulouse 1 Capitole.

4 — Membre du comité de pilotage du Groupe de Recherche 2032 ClimaLex : Climat et normes, regards interdisciplinaires.

5 — Membre du jury du prix de mémoire « Société Française pour le Droit de l'Environnement ».

6 — Evalueur pour les articles de la Revue Juridique de l'environnement.

7 — Gestionnaire du compte Twitter de la Revue Juridique de l'environnement.

8 — Membre du Jury du concours de plaidoiries « Pro Milone » organisé par l'association *Sui Generis* au TGI de Narbonne, Juin 2018 et Mai 2019.

9 — Reportage Réunion 1^{ère} : Planète investigation. « Une bombe toxique en plein Océan indien, Thilafushi, l'île aux déchets ».

10 — Encadrant d'équipes de « La diagonale des juristes ». Concours d'éloquence à l'Université de La Réunion (3 années successives).

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

(AUTRES QU'UNIVERSITAIRES)

Août 2016 - Août 2017

Syndicat du Sucre de La Réunion

Chargé de mission Affaires réglementaires et européennes

- propositions d'amendements sur des projets et propositions de loi (ex : la loi égalité réelle outre-mer) ; rôle de vigilance quant à la prise en compte des spécificités des Régions ultra-périphériques (RUP) dans les accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les Etats tiers ; propositions sur l'adaptation des politiques européennes aux RUP en vertu de l'article 349 du TFUE ; veille relative aux aides d'Etat et aux fonds européens (FEADER, FEDER) déclinés localement , analyse des mécanismes de défiscalisation outre-mer ; négociation des accords socio-professionnels entre l'Etat, le syndicat et les agriculteurs (convention canne)...

Janv 2009-Mai 2012

Communauté d'agglomération : Territoire de la Côte Ouest

Juriste/ doctorant en droit de l'environnement (CIFRE)

- Veille juridique ; notes juridiques sur les problématiques : droit des déchets, droit des ICPE, droit du bruit, droit de l'air et droit de l'énergie ; fiscalité environnementale (TGAP, Taxe d'enlèvement des Ordures ménagères, redevance incitative...); accompagnement des services techniques lors des contrôles DREAL sur les ICPE, réponse aux mises en demeure et autres contentieux ; droit des carrières ; responsabilité environnementale (responsabilité civile et pénale en droit des installations classées et en droit des déchets, responsabilité administrative relative au service public d'élimination des déchets ménagers, responsabilité environnementale propre) ; accompagnement sur l'élaboration de procédures en matière de pouvoir de police (police municipale et intercommunale, constitution de partie civile de la collectivité, mise en demeure...); droit de l'intercommunalité et optimisation juridique des compétences du TCO ; prospective réglementaire et formation interne (ex : Ateliers sur Les lois Grenelle)

Juin 2008-Déc 2008

CALYON (Banque d'affaire du groupe Crédit Agricole)

Stagiaire assistant

- Analyse financière des comptes des collectivités territoriales et des SEM ; contrôle juridique et suivi des contrats de prêt, restructuration de la dette des collectivités territoriales, recherches en droit fiscal

Déc 2007-Juin 2008

Tribunal Administratif de Saint-Denis de La Réunion

Assistant de justice

- Rédaction de notes de rapporteur, de projets de jugements, d'ordonnances et de notes techniques pour les conseillers